



Délestages : les personnels et les parents devront, une fois de plus, improviser

COMMUNIQUÉ

Le ministère de l'Éducation nationale a invité les organisations syndicales représentatives pour présenter l'impact des possibles coupures électriques cet hiver sur les écoles et établissements.

Cette réunion n'a pas permis d'apprendre grand-chose de plus que ce qui était sorti dans la presse les jours précédents ni de répondre aux nombreuses interrogations des personnels comme des familles.

Quelle solution pour les parents d'élèves privé-es de cours ? Comment assurer un service de cantine sans électricité le matin ? Comment, avant la reprise du 2 janvier, vérifier que les systèmes de sécurité des EPLE abritant un internat soient fonctionnels et les réparer si ce n'est pas le cas ? Comment assurer, en zone rurale, le transport des élèves en dehors des horaires habituels ? Comment remettre en marche rapidement tout un EPLE et des plateaux techniques de LP après 2h sans électricité ? Que faire des élèves dont les parents n'ont pas été informé-es de la fermeture... ?

Ce qui est sûr, c'est que ces fermetures annoncées la veille pour le lendemain, auront un impact sur la progression pédagogique des classes et qu'il faut espérer que cela ne se produise pas plus d'une fois par école ou établissement comme le sous-entend le gouvernement.

Surtout, alors que celui-ci évoque depuis plusieurs mois la possibilité des délestages, ce n'est que maintenant qu'il en annonce les modalités, à deux semaines des congés d'hiver laissant les administrations s'organiser en catastrophe. Les personnels de l'Éducation nationale, se retrouvent, une nouvelle fois, à devoir improviser comme lors de la crise sanitaire.

Il ne leur reste plus qu'à espérer que le réseau électrique tienne sans avoir besoin de mettre en œuvre ces délestages...

Cette situation est inacceptable. La crise énergétique et la guerre en Ukraine ont bon dos. La production d'électricité du pays dépend de façon marginale des énergies fossiles. La vérité est que nous payons des décennies de sous-investissement dans les énergies renouvelables et dans la maintenance des centrales nucléaires, au détriment de notre autonomie énergétique mais aussi de la sécurité.

Après la crise hospitalière, l'absence de stock de masques, cette nouvelle crise démontre la nécessité d'enfin assurer une meilleure répartition des richesses et un investissement massif dans les services publics.

La CGT continuera de mobiliser les travailleurs et travailleuses pour l'imposer.

Montreuil, le 5 décembre 2022